IMT Nuremberg Archives

H – 4408

International Court of Justice

H4408 – 0002

104

DELEGATION ALLEMANDE D'ARMISTICE
pour l'Economie et affaires non-militaires . Del. A. N° 287/40

Wiesbaden, le 8 Août 1940

Finances

A Monsieur le Général HUNTZIGER
Président de la Délégation Française
auprès de la Commission Allemande d'Armistice
WIESBADEN ( Hôtel Rose)

Mon Général,

Me référant à nos différents entretiens relatifs à l'introduction d'un système franco-allemand de paiements par compensation, je vous adresse ci-joint un projet de règlement franco-allemand de paiements par compensation.

Avec l'expression de ma très haute considération,

Signé: HEMMEN.

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL
NUREMBERG
RF 231 Bis
Filed 1/22/46
B 47403

H4408 – 0003

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

B 47404

H4408 – 0004

## Article Ier

Entre le Reich Allemand ( y compris les territoires rattachés de l'Est, de Dantzig, des territoires d'Eupen-Malmédy et Moresnet, mais à l'exclusion du Protectorat de Bohême et Moravie ) d'une part,

et

la partie du territoire français occupée par les troupes allemandes, ainsi que la partie de la France non-occupée y compris les colonies françaises, les protectorats et les territoires africains sous mandat français, d'autre part,

un statut de règlement par compensation est institué avec entrée en vigueur immédiate pour les paiements énumérés dans l'article 2.

## Article 2

Dans la mesure, où pour l'exécution de certains paiements une autre modalité n'est pas prévue sont à régler par compensation:

1°) d'Allemagne vers la France:

a) les paiements pour l'importation de marchandises de France en Allemagne;

b) les paiements pour frais accessoires du trafic de marchandises et de transit y compris le paiement de l'assurance des transports;

c) les rétributions pour services;

d) les paiements pour prestations d'ordre spirituel, par ex. brevets, licences, droits d'auteurs, location de films;

e) les secours et autres prestations dans la mesure où un cas particulièrement pressant se présenterait;

f) les économies résultant des salaires d'ouvriers français en Allemagne;

g) les paiements spécialement autorisés par le Ministère de l'Economie du Reich.

2°) de France vers l'Allemagne:

a) les paiements pour l'importation de marchandises d'Allemagne en France ;

.....

47405

6-93

H4408 – 0005

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

B 47406

45-9

H4408 – 0006



b) les paiements pour frais accessoires pour le transport et le transit des marchandises, y compris les paiements de l'assurance des transports;

c) rétributions pour services;

d) les paiements pour des prestations d'ordre spirituel, par ex. brevets, licences, droits d'auteurs et location de films;

e) les remboursements de crédits, emprunts, participations et autres placements de capitaux, en outre, les revenus de toute sorte provenant d'avoirs variés, ( intérêts, dividendes, location, fermage, etc.;; )

f) les secours, pensions et rentes;

g) les paiements spécialement autorisés par l'office des changes.

Article 3

Relèvent également du système de paiement par compensation les redevances de l'espèce signalée dans l'article 2 qui étaient déjà arrivés à échéance avant l'entrée en vigueur de la présente convention.

Article 4

1°) Les versements sont effectués en Allemagne en RM. au compte collectif de RM. " Frankreich A " de l'Office de Compensation à Paris , à la Caisse allemande de Compensation à Berlin pour bénéficiaires dans la partie occupée de la France, et au compte collectif " Frankreich B" de l'Office de Compensation à Paris à la caisse allemande de compensation à Berlin pour bénéficiaires de la zone non-occupée. L'Office de Compensation à Paris procédera immédiatement à des paiements équivalents aux dépôts de RM. versés.

2°) Les paiements destinés à l'Allemagne mentionnés dans l'article 2 seront effectués par l'Office de Compensation pour des paiements effectués par la partie non-occupée de la France par libre disposition de son avoir au compte général de RM. " Frankreich A", auprès de la Caisse allemande de Compensation , et pour les paiements effectués par la partie non-occupée de la France par libre disposition de son avoir au compte général " Frankreich B " auprès de la Caisse allemande de Compensation.

3°) Des virements d'un des comptes généraux en RM. sur l'autre peuvent être effectués par l'Office de Compensation avec l'autorisation des autorités allemandes , les organismes allemands intéressés peuvent exiger que de tels virements soient effectués lorsqu'une rapide satisfaction des exigences allemandes par les débiteurs français est mise en question.

...

B47407

H4408 – 0007

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

B 474108

H4408 – 0008

## Article 5

Iº) Pour la conversion des obligations des débiteurs allemands en monnaie française et pour la conversion des obligations de débiteurs français en monnaie allemande, le cours adopté est de RM. = 20,- frs.

2º) Les paiements des débiteurs français à l'Office de Compensation pour des obligations de la nature décrite dans l'article 2 paragraphe 2 a-d-, en monnaie française sont payables en Allemagne au cours de I RM. = I6frs 27, si ces obligations sont nées antérieurement au 25 Juin I940. Le même cours vaut pour les paiements de débiteurs français à l'Office de Compensation pour des obligations de l'espèce prévue à l'article 2, paragraphe 2, e-f, en francs français et qui sont venues à échéance avant le 25 Juin I940. La perte résultant de ce cours pour l'Office de Compensation doit être supportée par ce dernier. L'Office de Compensation doit indiquer dans les communications qu'il a à adresser conformément à l'article 4, paragraphe 2, le montant à payer en marks, en précisant le cours de conversion appliqué.

3º) Si les obligations des débiteurs français sont formulées en une monnaie autre que le RM. ou le franc français, la conversion en francs français se fait par l'intermédiaire du cours du mark énoncé dans le paragraphe I au cours moyen de la monnaie en question, cotés à la bourse de Berlin à la veille du jour de paiement. En outre, les paiements de débiteurs français pour des dettes de l'espèce indiquée dans l'article 2, paragraphe 2 a à d) en monnaie anglaise, sont payables en Allemagne au cours de I £ = I0.77 RM. si ces dettes sont antérieures au 25 Juin I940. Le même cours vaut pour des paiements de débiteurs français à l'Office de Compensation pour ces redevances de l'espèce décrite dans l'article 2, paragraphe 2 e-f, en monnaie anglaise et venues à échéance avant le 25 Juin I940. La perte résultant ainsi par la différence existant entre le cours à la date du paiement et à la date du remboursement pour l'Office de Compensation doit être supportée par ce dernier. Conformément à l'article 4, paragraphe 2, l'Office de Compensation est tenu de procéder aux versements en RM. en indiquant le cours adopté.

4º) Pour des paiements de débiteurs français résultant de dettes venues à échéance avant le 25 Juin I 40, un intérêt annuel de 4 %, calculé à partir du jour de l'échéance, mais sans remonter au delà du 3 Septembre I939, sera mis à la charge de l'Office de Compensation en plus des versements à effectuer. Les intérêts résultant de là pour les créanciers allemands doivent être payés par l'Office de Compensation conformément à l'article 4, paragraphe 2.

5º) Dans le cas où les évaluations de l'Office de Compensation conformément aux paragraphes 2 à 4 seraient jugées inexactes par les organismes allemands compétents, le Ministère de l'Economie en ferait part à l'Office de Compensation en lui soumettant le point de vue du créancier allemand, avec le cas échéant des documents à l'appui et avec demande d'explication ou de rectification.

../.

B 47409

H4408 – 0009

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

B 47410

H4408 – 0010



6e) Si des obligations de débiteurs allemands sont formulées en une monnaie autre que le RM. ou le franc français, le paiement se fera à la caisse allemande de Compensation en RM. au cours moyen de la monnaie en question, coté à la Bourse de Berlin la veille du jour du paiement .

7e) La réparation effectuée conformément aux paragraphes ci-dessus 2 jusqu'à 4 des dommages de créanciers allemands pour certains dommages résultant pour eux du fait de la guerre, laisse intact le droit à faire valoir de plus amples revendications contractuelles ou légales au point de vue de la restitution de dommages.

Article 6

Cette convention vaut pour la durée de l'Armistice. Elle peut-être dénoncée du côté allemand avec préavis d'une semaine pour la fin de chaque mois.

-:-

B 47411

G-96

H4408 – 0011

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

B 47412

H4408 – 0012

104

Deutsche
Waffenstillstands-Delegation
für Wirtschaft und nichtmilitärische Angelegenheiten
Del.W.Nr. 287/40

Wiesbaden, den 8. August 1940

6 ex trad

An
den Vorsitzenden der Französischen
Abordnung bei der Deutschen Waffenstill-
stands-Kommission
Herrn General H u n t z i g e r

W i e s b a d e n
Hotel Rose

Herr General!

Unter Bezugnahme auf unsere wiederholten Rücksprachen über die Einführung eines deutsch-französischen Verrechnungsverkehrs übersende ich Ihnen in der Anlage einen Entwurf für eine deutsch-französische Verrechnungsregelung.

Mit dem Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung

Hemmen

B 47413

6-57

H4408 – 0013

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

B 47414

H4408 – 0014

Artikel 1.

Artikel 2.

Soweit nicht für die Durchführung bestimmter Zahlungen etwas anderes vorgesehen wird, sind im Verrechnungsverkehr zu überweisen:

(1) Von Deutschland nach Frankreich:

a) Zahlungen für die Einfuhr von Waren aus Frankreich nach Deutschland;

b) Zahlungen für Nebenkosten des Waren- und Durchfuhrverkehrs einschliesslich der Zahlungen im Transportversicherungsverkehr;

c) Entgelte für Dienstleistungen;

d) Zahlungen für ideelle Leistungen, z.B. Patente, Lizenzen, Urheberrechte und Filmdaten;

e) Unterstützungen und ähnliche Leistungen, soweit ein dringender Notfall vorliegt;

f) Lohnersparnisse französischer Arbeiter in Deutschland;

g) Zahlungen, die besonders vom Reichswirtschaftsministerium genehmigt worden.

(2) Von Frankreich nach Deutschland:

a) Zahlungen für die Einfuhr von Waren aus Deutschland nach Frankreich;

b) Zahlungen für Nebenkosten des Waren- und Durchfuhrverkehrs einschliesslich der Zahlungen im Transportversicherungsverkehr;

c) Entgelte für Dienstleistungen;

d) Zahlungen für ideelle Leistungen, z.B. Patente, Lizenzen, Urheberrechte und Filmdaten;

e) Rückzahlungen auf Kredite, Anleihen, Beteiligungen und ähnliche Vermögensanlagen, ferner Vermögenserträgnisse jeder Art (Zinsen, Dividenden, Miet- und Pachtzinsen usw.);

B 47415

G-38

H4408 – 0015

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

Ch. Lamouche

B 47416

H4408 – 0016

Artikel 1.

Zwischen dem Deutschen Reich (einschliesslich der eingegliederten Ostgebiete, Danzigs, der Gebiete von Eupen, Malmedy und Moresnet, aber ausschliesslich des Protektorats Böhmen und Mähren) einerseits,

und

dem von deutschen Truppen besetzten Teil Frankreichs sowie dem unbesetzten Teil Frankreichs, einschliesslich der französischen Kolonien, Protektorate und afrikanischen Mandatsgebiete andererseits,

wird mit sofortiger Wirkung ein Verrechnungsverkehr für die in Artikel 2 aufgeführten Zahlungen eingerichtet.

Artikel 2.

Soweit nicht für die Durchführung bestimmter Zahlungen etwas anderes vorgesehen wird, sind im Verrechnungsverkehr zu überweisen:

(1) Von Deutschland nach Frankreich:

a) Zahlungen für die Einfuhr von Waren aus Frankreich nach Deutschland;

b) Zahlungen für Nebenkosten des Waren- und Durchfuhrverkehrs einschliesslich der Zahlungen im Transportversicherungsverkehr;

c) Entgelte für Dienstleistungen;

d) Zahlungen für ideelle Leistungen, z.B. Patente, Lizenzen, Urheberrechte und Filmmieten;

e) Unterstützungen und ähnliche Leistungen, soweit ein dringender Härtefall vorliegt;

f) Lohnersparnisse französischer Arbeiter in Deutschland;

g) Zahlungen, die besonders vom Reichswirtschaftsministerium genehmigt werden.

(2) Von Frankreich nach Deutschland:

a) Zahlungen für die Einfuhr von Waren aus Deutschland nach Frankreich;

b) Zahlungen für Nebenkosten des Waren- und Durchfuhrverkehrs einschliesslich der Zahlungen im Transportversicherungsverkehr;

c) Entgelte für Dienstleistungen;

d) Zahlungen für ideelle Leistungen, z.B. Patente, Lizenzen, Urheberrechte und Filmmieten;

e) Rückzahlungen auf Kredite, Anleihen, Beteiligungen und sonstige Vermögensanlagen, ferner Vermögenserträgnisse jeder Art (Zinsen, Dividenden, Miet- und Pachtzinsen usw.);

B 47417

H4408 – 0017

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

Ch Samaran

B 47418

H4408 - 0018



(2) Zahlungen französischer Schuldner an das Office de Compensation auf Verbindlichkeiten der in Artikel 2 Abs.2a) - d) genannten Art in französischer Währung werden in Deutschland zum Kurse von 1 RM = 16,27 ffrs. zur Auszahlung gebracht, wenn die Verbindlichkeiten vor dem 25.Juni 1940 entstanden sind. Der gleiche Auszahlungskurs gilt für Zahlungen französischer Schuldner an das Office de Compensation auf Verbindlichkeiten der in Art.2 Abs.2 e) und f) genannten Art in französischen Franken, die vor dem 25.Juni 1940 fällig geworden sind. Der durch das letztgenannte Kursverhältnis dem Office de Compensation entstehende Verlust ist von diesem zu tragen. Das Office de Compensation hat in den Anweisungen gemäss Artikel 4 Abs.2 den auszuzahlenden Reichsmarkbetrag unter Angabe des zu Grunde gelegten Umrechnungskurses einzusetzen.

(3) Lauten Verpflichtungen französischer Schuldner auf eine andere Währung als Reichsmark oder französische Franken, so erfolgt die Umrechnung in französischen Franken über den in Abs.1 genannten Reichsmarkkurs zum Mittelkurs der betreffenden Währung, der an der Berliner Börse an dem der Zahlung vorhergehenden Börsentage notiert wurde. Ungeachtet dessen werden Zahlungen französischer Schuldner auf Verbindlichkeiten der in Artikel 2 Abs.2a) bis d) genannten Art in englischer Währung in Deutschland zum Kurse von 1 £ = 10,77 RM ausgezahlt, wenn die Verbindlichkeiten vor dem 25.Juni 1940 entstanden sind. Der gleiche Auszahlungskurs gilt für Zahlungen französischer Schuldner an das Office de Compensation auf Verbindlichkeiten der in Artikel 2 Abs.2 e) und f) genannten Art in englischer Währung, die vor dem 25.Juni 1940 fällig geworden sind. Der durch diese Verschiedenheit zwischen Einzahlungskurs und Auszahlungskurs dem Office de Compensation entstehende Verlust ist von diesem zu tragen. Das Office de Compensation hat in den Anweisungen gemäss Artikel 4 Abs.2 den auszuzahlenden Reichsmarkbetrag unter Angabe des zu Grunde gelegten Umrechnungskurses einzusetzen.

(4) Bei Zahlungen französischer Schuldner auf Verbindlichkeiten, die vor dem 25.Juni 1940 fällig geworden sind, werden 4% Zinsen jährlich vom Fälligkeitstage, frühestens jedoch

vom

B 47419

6-40

H4408 – 0019

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

Ch. Samaran

B 47420

H4408 – 0020



vom 3.September 1939 ab zu Lasten des Office de Compensation dem Rechnungsbetrag zugeschlagen. Die hiernach den deutschen Gläubigern zustehenden Zinsbeträge sind von dem Office de Compensation gemäss Artikel 4 Abs.2 anzuweisen.

(5) Entsprechen die Berechnungen des Office de Compensation gemäss Abs.2 bis 4 nach Ansicht der zuständigen deutschen Stellen nicht der Rechtslage, so wird das Reichswirtschaftsministerium dies unter Beifügung der Sachdarstellung des deutschen Gläubigers und etwaiger Unterlagen dem Office de Compensation mit dem Ersuchen um Stellungnahme oder Abhilfe mitteilen.

(6) Lauten Verpflichtungen deutscher Schuldner auf eine andere Währung als Reichsmark oder französischen Franken, so hat die Einzahlung bei der Deutschen Verrechnungskasse in Reichsmark zum Mittelkurs der betreffenden Währung zu erfolgen, der an der Berliner Börse an dem der Zahlung vorhergehenden Börsentage notiert wurde.

(7) Die auf Grund der vorstehenden Absätze 2 bis 4 erfolgende Entschädigung deutscher Gläubiger für gewisse ihnen durch den Krieg entstandene Verluste lässt die Geltendmachung weitergehender vertraglicher oder gesetzlicher Ansprüche unter dem Gesichtspunkt des Schadensersatzes, Verzuges usw. unberührt.

Artikel 6.

Dieses Abkommen gilt für die Geltungsdauer des Waffenstillstandsvertrages. Es kann von deutscher Seite mit einer Frist von 1 Woche zum Ende eines jeden Monats gekündigt werden.

B 47421

6-41

H4408 – 0021

Certifié conforme
à l'original

Le Directeur des Archives
de France
Membre de l'Institut

Ch. Samaran

B 47422

H4408 – 0022

Deutsche
Waffenstillstands -Delegation
für Wirtschaft und nichtmilitärische Angelegenheiten

Del. W. Nr. 287/40

Wiesbaden, den 6 August 1940

An

den Vorsitzenden der Französischen
Abordnung bei der Deutschen Waffenstill-
stands -Kommission
Herrn General H U N T Z I G E R

WIESBADEN

Hotel Rose

Herr General

Unter Bezugnahme auf unsere wiederholten Rücksprachen über die Einführung eines deutsch-französischen Verrechnungsverkehrs übersende ich Ihnen in der Anlage einen Entwurf für eine deutsch-französische Verrechnungsregelung.

Mit dem Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

HEMMEN

B 47423

H4408 – 0023



Artikel 1.-

Zwischen dem Deutschen Reich ( einschliesslich der eingegliederten Ostgebiete, Danzigs, der Gebiete von Eupen, Malmedy und Moresnet, aber ausschliesslich des Protektorats Böhmen und Mähren) einerseits,

und

den von deutschen Truppen besetzten Teil Frankreichs sowie dem unbesetzten Teil Frankreichs, einschliesslich der französischen Kolonien, Protektorate und afrikanischen Mandatsgebiete andererseits,

wird mit sofortiger Wirkung ein Verrechnungsverkehr für die in Artikel 2 aufgeführten Zahlungen eingerichtet.

Artikel 2.-

Soweit nicht für die Durchführung bestimmter Zahlungen etwas anderes vorgesehen wird, sind im Verrechnungsverkehr zu überweisen

(1) Von Deutschland nach Frankreich :

a) Zahlungen für die Einfuhr von Waren aus Frankreich nach Deutschland ;

b) Zahlungen für Nebenkosten des Waren- und Durchfuhrverkehrs einschliesslich der Zahlungen im Transportversicherungsverkehr

c) Entgelte für Dienstleistungen

d) Zahlungen für ideelle Leistungen, z.B. Patente, Lizenzen, Urheberrechte und Filmmieten ;

e) Unterstützungen und ähnliche Leistungen, soweit ein dringender Härtefall vorliegt ;

B47424

H4408 - 0024

f) Lohnersparnisse französischer Arbeiter in Deutschland ;

g) Zahlungen, die besobders vom Reichswirtschaftsministerium genehmigt worden

(2) Von Frankreich nach Deutschland :

a) Zahlungen für die Einfuhr von Waren aus Deutschland nach Frankreich ;

b) Zahlungen für Nebenkosten des Waren + und Durchfuhrverkehrs einschliesslich der Zahlungen im Transportversicherungsverkehrs ;

c) Entgelte für Dienstleistungen

d) Zahlungen für ideelle Leistungen, z.B. Patente, Lizenzen, Ueberrechte und Filmmoeten;

e) Rückzahlungen auf Kredite, Anleihen, Beteiligungen und sonstige Vermögensanlagen, ferner Vermögenserträgnisse jeder Art ( Zinsen, Dividenden, Miet - und Pachtzinsen usw) ;

(2)Zahlungen französischer Schuldner an das Office de Compensation auf Verbindlichkeiten der in Artikel 2 Abs. 2 a )- d) genennten Art in französischer Währung werden in Deutshhland zum Kurse von 1 RM = 16,27 FFrs. zur Auszahlung gebfacht, wenn die Verbindlichkeiten vor dem 25.Juni 1940 entstanden sind. Der gleiche Auszahlungskurs gilt für Zahlungen französischer Schuldner an das Office de Compensation nuf Verbindlichkeiten der in ART. 2. Abs.2 e) und f) genannten Art in französischen Franken, die vor dem 25.Juni 1940 fällig geworden sind. Der durch das letztgenannte Kursverhältnis

B 47425

H4408 - 0025

dem Office de Compensation entstehende Verlust ist von diesem zu tragen . Das Office de Compsentation hat in den Anweisungen gemäss Artikel 4 Abs.2 den auszuzahlenden Reichsmarkbetrag unter Angabe des zu Grunde gelegten Umrechnungskurses einzusetzen.

(3) Lauten Verpflichtungen französischer Schuldner auf eine andere Währung als Reichsmark oder französische Franken, so erfolgt die Umrechnung in französischen Franken über den in Abs.1 genannten Reichsmarkkurs zum Mittelkurs der betreffenden Währung, der an der Berliner Börse an dem der Zahlung vorhergehenden Börsentage notiert wurde. Ungeachtet dessen werden Zahlungen französischer Schuldner auf Verbindlichkeiten der in Artikel 2 Abs.2 a) bis d) genannten Art in englischer Währung in Deutschland zum Kurse von 1 £ = 10,77 RM ausgezahlt, wenn die Verbindlichkeiten vor dem 25.Juni 1940 entstanden sind . Der gleiche Auszahlungskurs gilt für Zahlungen französischer Schuldner an dass Office de Compensation auf Verbindlichkeiten der in Artikel 2 Abs. 2 e) und f) genannten Art in englischer Währung, die vor dem 25 Juni 1940 fällig geworden sind. Der durch diese Verschiedenheit zwischen Einzahlungskurs und Auszahlungskurs dem Office de Compensation entstehende Verlust ist von diesem zu tragen. Das Office de Compensation hat in den Anweisungen gemäss Artikel 4 Abs.2 den auszuzahlenden Reichsmarkbetrag unter Angabe des zu Grunde

B 47426

H4408 – 0026



gelegten Umrechnungskurses einzusetzen.

(4) Bei Zahlungen französischer Schuldner auf Verbindlichkeiten, die vor dem 25.Juni 1940 fällig geworden sind, werden 4% Zinsen jährlich vom Fälligkeitstage, frühestens jedoch vom 3 September 1939 ab zu lasten des Office de Compensation dem Rechnungsbetrag zugeschlagen . Die hiernach den deutschen Gläubigern zustehenden Zinsbeträge sind von dem Office de Compensation gemäss Artikel 4 Abs. 2 anzuweisen.

(5) Entsprechen die Berechnungen des Office de Compensation gemäss Abs. 2 Bis 4 nach Ansicht der zuständigen deutschen Stellen nicht der Rechtslage, so wird das Reichswirtschaftsministerium dies unter Beifügung der Sachdarstellung des deutschen Gläubigers und etwaiger Unterlagen dem Office de Compensation mit dem Ersuchen um Stellungnahme oder Abhilfe mitteilen

(6) Lauten Verpflichtungen deutscher Schuldner auf eine andere Währung als Reichsmark oder französischen Franken, so hat die Einzahlung bei der Deutschen Verrechnungskasse in Reichsmark zum Mittelkurs der betreffenden Währung zu erfolgen, der an der Berliner Börse an dem der Zahlung vorhergehenden Börsentage notiert wurde.

B47427

H4408 - 0027

(7) Die auf Grund der vorstehenden Absätze 2 Bis 4 erfolgende Entschädigung deutscher Gläubiger für gewisse ihnen durch den Krieg entstandene Verluste lässt die Geltendmachung weitergehender vertraglicher oder gesetzlicher Ansprüche unter dem Gesichtspunkt des Schadensersatzes, Verzuges usw. unberührt.

Artikel 6.-

Dieses Abkommen gilt für die Geltungsdauer des Waffenstillstandsvertrages. Es kann von deutscher Seite mit einer Frist von 1 Woche zum Ende eines jeden Monats gekündigt werden.

B 47428

H4408 – 0028

DELEGATION ALLEMANDE D'ARMISTICE
pour l'Economie et affaires non-militaires. Del.W. N°287/40

Wiesbaden, le 8 Août 1940

A Monsieur le Général HUNTZIGER
Président de la Délégation Française
auprès de la Commission Allemande d'Armistice
WIESBADEN ( Hôtel Rose)

Mon Général,

Me référant à nos différents entretiens relatifs à l'introduction d'un système franco(allemand de paiements par compensation, je vous adresse ci-joint un projet de règlement franco-allemand de paiements par compensation.

Avec l'expression de ma très haute considération.

Signé: HEMMEN

B 47429

H4408 – 0029

Article 1er -

Entre le Reich allemand ( y compris les territoires rattachés de l'Est, de Dantzig, des territoires d'Eupen, Malmédy et Moresnet, mais à l'exclusion du protectorat de Bohême et Moravie) d'une part

et

La partie du territoire français occupée par les troupes allemandes, ainsi que la partie de la France non-occupée y compris les colonies françaises, les protectorats et les territoires africains sous mandat français, d'autre part un système de règlement par compensation est institué avec entrée en vigueur immédiate pour les paiements mérés dans l'article 2.

Article 2.-

Dans la mesure, où pour l'exécution de certains paiements une autre modalité n'est pas prévue sont à régler par compensation

1°) d'Allemagne vers la France :

a) les paiements pour l'importation de marchandises de France en Allemagne ;

b) les paiements pour frais accessoires du trafic de marchandises et de transit y compris le paiement de l'assurance des transports;

c) les rétributions pour services ;

d) les paiements pour prestations d'ordre spirituel, par ex. brevets, licences, droits d'auteurs, location de films

B 47430

H4408 - 0030

e) les secours et autres prestations dans la mesure où un cas particulièrement pressant se présenterait ;

f) les économies résultant des salaires d'ouvriers Français en Allemagne ;

g) les paiements spécialement autorisés par le Ministère de l'Economie du Reich

2°) de France vers l'Allemagne :

a) les paiements pour l'importation de marchandises d'Allemagne en France ;

b) les paiements pour frais accessoires pour le transport et le transit des marchandises, y compris les paiements de l'assurance des transports ;

c) rétributions pour services ;

d) les paiements pour des prestations d'ordre spirituel, par ex. Brevets, licences, droits d'auteurs et location de films ;

e) les remboursements de crédits, emprunts, participations et autres placements de capitaux, en outre, les revenus de toute sorte provenant d'avpirs variés ( intérêts, dividendes, location, fermage, etc..)

f) mes secours, pensions et rentes ;

g) les paiements spécialement autorisés par l'office des changes.

Article 3.-

Relèvent également du système de paiement par compensation les redevances de l'espèces signalée dans l'article 2 qui étaient déjà arrivés à échéance avant l'entrée en vigueur de la présente

B 47431

H4408 – 0031

convention.

## Article 4.-

1°) les versements sont effectiés en Allemagne en RM , au compte collectif de RM . " Frankreich A " de l'Office de Compensation à Paris, à la Caisse Allemande de Compensation à Berlin pour bénéficiaires dans la partie occupée de la France, et au compte collectif " Frankreich B" de l'Office de Compensation à Paris , à la caisse allemande de compensation à Berlin pour bénéficiaires de la zone non-occupée. L'office de Compensation àParis procédera immédiatement à des paiements équivalents aux dépôts de RM. versés.

2°) Les paiements destinés à l'Allemagne mentionnés dans l'article 2 seront effectués par l'qOffice de Compensation pour des paiements effectués par la partie non-occupée de la France par libre disposition de son avoir au compte général de RM. "Frankreich A" , auprès de la Caisse allemande de compensation.

3°) Des virements d'un des comptes généraux en RM. sur l'autre peuvent être effectués par l'Office de Compensation avec l'autorisation des autorités allemandes. Les organismes allemands intéressés peuvent exiger que de tels virements soient effectués lorsqu'une rapide satisfaction des exigences allemandes par les débiteurs français est mise en question.

B 47432

H4408 – 0032



Article 5.-

1°) Pour la conversion des obligations des débiteurs allemands en monnaie française et pour la conversion des obligations de débiteurs français en monnaie allemande, le cours adopté est de RM. 120 Frs.

2°) Les paiementsdes débiteurs français à l'Office de Compensation pour des obligations de la nature décrite dans l'article 2, paragraphe 2 a-d, en monnaie française sont payables en Allemagne au cours de 1 RM. : 16 Frs.27, si les obligations sont nées antérieurement au 25 Juin 1940. Le même cours vaut pour les paiements de débiteurs Français à l'Office de Compensation pour des obligations de l'espèce prévue à l'article 2, paragraphe 2, e-f, en francs français et qui sont venues à échéance avant le 25 Juin 1940. La perte résultant de ce cours pour l'Office de compensation doit être supportée par ce dernier. L'Office de compensation doit indiquer dans les communications qu'il a à adresser conformément à l'article 4, paragraphe 2, le montant à payer en marks, en précisant le cours de conversion appliqué.

3°) Si les obligations des débiteurs Français sont formulées en une monnaie autre que le RM. ou le franc français , la conversion en franc français se fait par l'intermédiaire du cours du mark énoncé dans le paragraphe 1 au cours moyen de la monnaie en question,

B47433

H4408 - 0033

cotés à la Bourse de Berlin à la veille du jour du paiement. En outre, les paiements de débiteurs français pour des dettes de l'espèce indiquée dans l'article 2, paragraphe 2 a à d) en monnaie anglaise, sont payables en Allemagne au cours de 1£ : 10.77 RM, si ces dettes sont antérieures au 25 Juin 1940. Le même cours vaut pour des paiements de débiteurs français à l'Office de Compensation pour des redevances de l'espèce décrite dans l'article 2, paragraphe 2 e-f en monnaie anglaise et venues à échéance avant le 25 Juin 1940. La perte résultant ainsi par la différence existant entre le cours à la date du paiement et à la date du remboursement pour l'Office de Compensation doit être supportée par ce dernier. Conformément à l'article 4, paragraphe 2, l'Office de Compensation est tenu de procéder aux versements en RM. en indiquant le cours adopté.

4°) Pour des paiements de débiteurs Français résultant de dettes venues à échéance avant le 25 Juin 1940, un intérêt annuel de 4%, calculé à partir du jour de l'échéance, mais sans remonter au delà du 3 Septembre 1939, sera mis à la charge de l'Office de Compensation en plus des versements à effectuer. Les intérêts résultant de là pour des créanciers allemands doivent être payés par l'Office de Compensation conformément à l'article 4, paragraphe 2.

5°) Dans le cas où les évaluations de l'Office de Compensation conformément aux paragraphes 2 à 4, seraient jugés inexactes par les organismes allemands compétents, le Ministre de l'Economie

B 47434

H4408 - 0034



en ferait part à l'Office allemand, avec le cas échéant des documents à l'appui et avec demande d'explication ou de rectification.

6°)Si des obligations de débiteurs allemands sont formulées en une monnaie autre que le RM. ou le franc français, le paiement se fera à la caisse allemande de Compensation en RM. au cours moyen de la monnaie en question, coté à la Bourse de Berlin la veille du jour du paiement.

7°) La réparation effectuée conformément aux paragraphes ci-dessus 2 jusqu'à 4 des dommages de créanciers allemands pour certains dommages résultant pour eux du fait de la guerre, laisse intact le droit à faire valoir de plus amples revendications contractuelles ou légales au point de vue de la restitution de dommages.

Article 6.-

Cette convention vaut pour la durée de l'Armistice. Elle peut être dénoncée du côté allemand avec préavis d'une semaine pour la fin de chaque mois.

-:-:-:-

B 47435

H-4408

231 bis

Photostats ~~originaux~~ allemand et français. certifiés conformes à l'original.

voir pour authentification RF 208

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL des GRANDS CRIMES de GUERRE

47402

23

L.D. Fr. Eco 7 231 bis

Field Jan. 22, 1946

H4408 – 0035

H4408 – 0036

to plot.